

m la

les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 758 - 29 octobre 2003

Prix : 0,38 €

INTOLERABLE: Le gouvernement multiplie ses attaques contre les services publics

**1 bureau de poste sur 2
est menacé
de fermeture**



**Vite
lu**

Ce nouveau numéro des Nouvelles reviendra longuement et en images sur les commémorations des Fusillades de Nantes et Châteaubriant et sur les principaux événements sociaux et politiques de cette dernière quinzaine du mois d'octobre. Nous avons rencontré Jean Pierre Landais respon-

sable, sur le département, de la société des lecteurs de l'Humanité qui nous fera part des initiatives prochaines qu'il mènera et Hubert Delahaie, Trésorier de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF qui lance la souscription nationale de son Parti sur le département. Comme dans chacune de nos parutions nous donnerons par l'intermédiaire de nos différentes rubriques, un maximum d'informations qui espérons-le, répondront à vos attentes.



Chaque jour qui se lève, apporte sa liste de mauvaises nouvelles en provenance de nos gouvernants. C'est ainsi que le Sénat décide de vendre une part importante de France Télécom mettant ainsi l'entreprise aux appétits des affairistes. Dans le même temps, la direction de la SNCF annonce un plan de réduction de 6 000 à 10 000 emplois sur 3 ans, un bureau de poste sur deux est menacé de fermeture, l'enseignement supérieur ne sera doté d'aucun poste supplémentaire malgré le nombre croissant d'étudiants... Nous pourrions allonger cette liste déjà trop lourde qui ne ferait que noircir un tableau déjà très sombre avec les fermetures d'entreprises, les plans sociaux. Tout cela démontre l'échec de la politique menée par le gouvernement et ce ne seront pas les discours de Jacques Chirac reprenant son vieux slogan de la fracture sociale qui viendra contredire le quotidien que vivent aujourd'hui les Français.

Le gouvernement s'enferme dans une politique qui ne peut répondre aux aspirations de notre peuple. En maintenant, la baisse des impôts sur les revenus, il augmente les inégalités car de telles mesures profitent d'abord aux plus fortunés, il met l'ensemble des collectivités territoriales dans des situations financières précaires et ne se donne plus les moyens d'assurer ses missions de service public. La politique qu'il pratique actuellement et qui voit son concret dans le budget en débat en ce moment à l'Assemblée nationale n'a rien à envier à ce que Thatcher en son temps a imposé dans son pays avec les conséquences que l'on connaît.

Rien n'est laissé au hasard dans les directives politiques qui chaque jour nous sont savamment distillées à l'exemple de cette "élucubration" de notre Premier ministre qui déclare qu'il n'est pas juste qu'un accident de vacances soit pris en charge par la Sécurité sociale comme un autre accident. Ce qui revient tout simplement à dire que dès maintenant les bases d'une réforme profonde de la sécu est sur les rails.

Il est urgent de construire dans notre pays une véritable alternative à cette politique sans laisser plus de temps à cette droite ultra libérale de casser tout ce que nos aînés par leurs luttes, leur souffrance et même leur vie, ont arraché aux forces de l'argent.

Y.C.

EN BREF

Vive l'argent

C'est ce que doivent crier, les détenteurs de capitaux quand ils ont appris que nos chers députés ont rejeté majoritairement l'amendement communiste qui proposait dans le cadre de la discussion du budget 2004 de l'Etat, de taxer l'impôt sur les grandes fortunes. Il n'en sera rien au contraire, rassurez-vous car ces mêmes députés ont décidé de ne toucher à rien et même pas de revaloriser cet impôt ne serait-ce que de la simple augmentation du coût de la vie. Il faut bien qu'ils joignent les deux bouts, ces pauvres gens ...

Attention à la panne

Depuis de nombreuses années, les risques de délestage pour la distribution de l'électricité dans notre région sont à l'ordre du jour. Les conditions climatiques notamment en période hivernale, sont les plus propices à de telles situations. C'est en ce sens que l'EDF prend, nous dit-on, un certain nombre de dispositions en réunissant en Vendée des groupes électrogènes venus des quatre coins de la France. Pouvons nous craindre que, les cicatrices de la canicule à peine refermées, de nouvelles plaies voient le jour, faute cette fois d'électricité...

Populisme Suisse

Le populisme n'est pas insensible aux banquiers du pays du chocolat qui a vu lors des dernières élections nationales, le parti extrémiste et xénophobe obtenir un score de plus de 27%. Ce résultat a immédiatement été salué par Jean Marie Le Pen qui a, sans attendre, fait la relation avec les futures échéances électorales du printemps prochain dans notre pays.

Façon de parler

A propos de La Poste, Nicole Fontaine Ministre chargée de l'Industrie, déclare en présentant son plan : "Il n'y aura pas de fermetures de bureaux mais un réaménagement sur le territoire..." sans commentaire ...pour conclure son propos en déclarant : "Il n'y aura d'autre part, aucun licenciement de postiers, mais des départs à la retraite non remplacés car mon plan est censé leur donner de nouvelles perspectives d'avenir grâce à un nouveau contrat social". On croirait rêver en entendant cela.

Répétez Egalité

C'est à se demander jusqu'où ira la démagogie de nos ministres à l'exemple de Xavier Darcos chargé de l'enseignement scolaire qui déclare vouloir remettre à l'ordre du jour les "uniformes" pour les élèves de nos écoles afin qu'il n'y ait pas de différence entre eux. Voilà le temps des blouses grises revenu... Il a vraiment du boulot sur la planche notre ministre pour gommer les inégalités à l'école et dans l'ensemble de l'enseignement et, ce n'est assurément pas par le port de la blouse en primaire que l'on fera accéder la majorité des enfants des couches sociales les plus défavorisées, à nos grandes écoles...

De vous à moi

Le costume de travers comme à l'habitude, à demi écroulé sur son pupitre, notre premier ministre, par ailleurs, nous dit on, le roi de la communication, n'en fini pas de nous donner leçons et conseils de bonne conduite. Il n'est pas une semaine ou un soir sans voir sur nos écrans de télévision sa "légendaire" silhouette, aussi travaillée que le fut en son temps celle de l'inspecteur Colombo pour le faire assimilé à un brave type de surcroît efficace. Et tout cela pour faire valoir sa politique et les décisions de son gouvernement... Peut être, ce roi de la communication dans son boulot antérieur au cœur du libéralisme, pensait-il que la multiplication de ses shows télévisuels permettrait de le maintenir en bonne place dans les enquêtes de popularité. C'est raté, il en est rien. Au contraire même, c'est la dégringolade régulière à chaque fois qu'un sondage sort. Il est vrai que la politique menée laisse quelque peu à désirer pour se faire bien voir que l'on soit chômeur, intermittent du spectacle, étudiant, salarié ou retraité, assuré social ou tout simplement citoyen de notre cher hexagone.

Et puis ce n'est pas si facile que cela d'expliquer que ça va dans le bon sens quand le quotidien montre le contraire. Comme on dit chez nous "ce n'est pas la queue qui fait remuer le chien". Allez donc expliquer vous, qu'il faut réduire et la place de la voiture, et la pollution qu'elle engendre, qu'il va y avoir une nouvelle augmentation des taxes sur le gazoil pour tous le monde sauf pour les "professionnels" ces braves camionneurs, quand en parallèle, il faut annoncer que l'état se désengage à propos des aides annoncées de plusieurs centaines de millions d'euros aux collectivités locales concernant le développement des transports collectifs et notamment des tramways dans les grandes villes.

N'est ce pas, Monsieur Raffarin, si facile que cela d'être funambule quand on n'a pas appris... Moralité, on peut mettre son costume de travers, on peut se tenir "avachi sur le pupitre en multipliant les discours devant micros et caméras, jouer le brave de nos terroirs il n'en demeure pas moins que ce n'est pas sur cela que l'on est jugé mais toujours par rapport aux actes et à la politique que l'on mène".

Y.C.

BUDGET 2004 : désastreux

La loi de finances concoctée par Jean-Pierre Raffarin et Francis Mer place la France au bord du précipice.

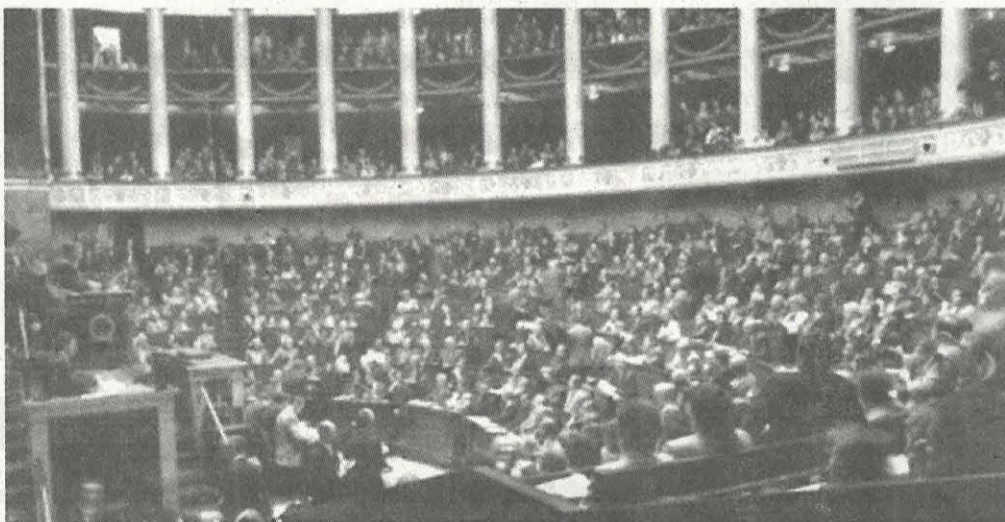
Et ce n'est sûrement pas en faisant un pas de plus dans cette direction, comme le propose Bruxelles, que l'on échappera au scénario catastrophe. Car, en l'état, le budget est désastreux. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il sape tous les ressorts possibles d'une croissance saine.

Le moteur des dépenses publiques est coupé. Or, ces dépenses ne sont pas un coût mais une locomotive. Taper dans les budgets publics d'équipement, de logement, de transports, de santé, d'éducation, c'est tirer des secteurs entiers de l'activité économique vers le bas.

En matière d'emploi, là aussi, tout est tiré vers le bas, et pas seulement l'emploi public. Dans toute l'économie nationale, la substitution d'emplois à bas coût au détriment d'emplois qualifiés continue d'être encouragée. Les fonds publics subventionnent désormais plus d'un million d'emplois précaires et sous-payés (contrats jeunes en entreprise, RMA, emplois-jeunes...) et de nouveaux allègements de cotisations sociales vont encourager cette dérive, tandis que licenciements et destruction des garanties sociales se combinent pour miner l'emploi qualifié. Quant à la consommation, rien n'est prévu pour la soutenir. Au contraire, les baisses d'impôts vont aux profits et à l'épargne financière des plus aisés tandis que les taxes et les impôts locaux flambent.

Avec un tel budget, la France n'est pas près de sortir de ses contradictions budgétaires. Sans croissance, les déficits ne peuvent que se creuser, sauf à se déchaîner encore davantage contre la dépense publique, au risque de déli-

ter tous les systèmes de solidarité nationale. Le plus inquiétant est d'ailleurs là. L'acharnement du gouvernement à rester, calé, malgré les impasses budgétaires dans lesquelles cela mène le pays, dans la roue de Bruxelles, quitte à modérer le rythme que la Commission veut imposer, est suicidaire. Cette ligne de conduite interdit à la France de répondre à ses énormes besoins de dévelop-



pement social (formation, qualification, protection sociale). La politique budgétaire nationale n'est en fait que le reflet d'un choix, aveuglément défendu par le MEDEF, qui consiste à penser que la seule chance pour notre pays de gagner sa place dans l'impitoyable compétition mondialisée est de s'aligner sur les standards sociaux les plus dégradés. La recette est simple comme le capitalisme: écraser les dépenses publiques et les coûts salariaux pour jouer à armes égales dans la compétition capitaliste internationale. La France n'a pas d'avenir dans cette voie-là. L'Europe non plus d'ailleurs. Renoncer à l'ambition sociale au cœur de l'Union européenne, c'est rendre un très mauvais service à notre pays et à ses travailleurs, mais c'est aussi tout simplement laisser le champ libre à une marchandisation du monde construite sur la régression sociale. Le budget de la France ne doit pas chercher à se plier aux contraintes édictées par les marchés financiers mais, au contraire, construire les outils pour s'en émanciper. Faute de quoi, l'addition se paiera de plus en plus cher.

Interview

En direct avec la Société des Lectrices et Lecteurs de l'Humanité



Jean-Pierre Landais

Les Nouvelles de Loire-Atlantique ont rendu compte au printemps dernier, de l'initiative de la Société des Lecteurs au Musée du Château des Ducs de Bretagne (Exposition consacrée à Jules GRANDJOUAN, créateur de l'affiche politique en France) et annoncé une suite sous la forme d'un Huma-Café. Qu'en est-il exactement ? C'est la question que nous avons posée à Jean-Pierre LANDAIS, animateur de l'Association qui, rappelons-le, compte plus de 300 adhérents dans le département.

Jean-Pierre LANDAIS : Après la visite militante de l'exposition "Grandjouan" qui a laissé une forte impression aux participants (près de 80), nous avons choisi de réfléchir à la formule "café" comme il en existe d'autres sur des thèmes politiques, philosophiques, religieux, économiques, etc. c'est une formule qui privilégie davantage la convivialité que la traditionnelle conférence-débat et qui permet par là même d'associer plus d'intervenants pour un échange direct avec les participants et ce, d'autant plus que le tissu universitaire, culturel, syndical ou associatif auquel nous sommes reliés, est particulièrement riche et réactif dans notre région. Nous avons donc programmé un "Huma-Café" pour la mi-septembre.

NLA : ... mais nous sommes déjà à la mi-octobre...

JPL : Certes, mais la difficulté que nous avons rencontrée, n'a pas été de trouver des intervenants ; au contraire, ils vont être nombreux et de grande qualité et apporteront tous souvenirs, anecdotes, études et opinions..., le plus difficile a été de trouver un lieu d'accueil que nous voulions convivial et facile d'accès par les transports en commun et... qui veut bien nous recevoir dans son Salon de Musique, un lundi soir, à 18 ou à 20h00, qui pourrait être le 3ème lundi du mois, hors période de vacances scolaires.

NLA : Mais c'est un bel endroit et bien connu et qui héberge actuellement et jusqu'à la fin novembre, les intermittents du spectacle, toujours en lutte, à qui le Journal l'Humanité a consacré depuis le début et consacre encore reportages, enquêtes, analyses, prises de paroles et appels de soutien. La première est donc fixée au... ?

JPL : Nous donnons rendez-vous à tous nos adhérents et sympathisants, le lundi 17 novembre à 18h00, au LIEU UNIQUE, quai Ferdinand-Favre, sur le thème "Que reste-t-il de Jules GRANDJOUAN, artiste révolutionnaire, dans la mémoire nantaise" ? Il s'agira de croiser les regards des historiens et des témoins en vue d'aboutir à une vision sans tabou de la vie d'un homme qui ne fut jamais à court de projets progressistes.

NLA : Et pour la suite ?

JPL : La Société des Lectrices et Lecteurs (pour faire court : S 2L H) réunit auprès du terrain de ceux qui, communistes ou non, défendent l'existence d'un quotidien d'opinion indispensable pour le pluralisme de l'information et de la réflexion, ses adhérents ont en commun une forte culture politique, un engagement vrai dans la société, une grande exigence vis-à-vis de "leur" journal, ils sont donc présents partout où le débat se noue. La Société des Amis de l'Humanité, présidée par Edmonde Charles-Roux, compte dans son comité de parrainage, de très nombreux et prestigieux auteurs, artistes, créateurs, intellectuels et militants. Elle a tout particulièrement une vocation culturelle et événementielle. Ses rendez-vous, sous l'appellation de "Café des Amis de l'Huma" au Café du Croissant - où fut assassiné Jaurès- sont devenus incontournables, et elle souhaite les décentraliser largement. Compte tenu de notre "environnement", il nous a semblé logique d'associer les 2 associations pour créer, nous aussi, des événements, car nous pensons avoir de manière originale, notre place dans le paysage politico-culturel de la région. Par ailleurs et par courtoisie vis-à-vis du LIEU UNIQUE, une programmation et un calendrier ont été mis au point. Enfin, nous souhaitons, au-delà de nos associations, fidéliser un public que nous savons attentif aux valeurs de tolérance, de liberté et d'humanité défendues par Jaurès dès le 1er numéro de son journal, le lundi 18 avril 1904.

NLA : Alors, un programme ?

JPL : Nous avons donc imaginé d'écouter "Aragon, témoin de son temps" avec en parallèle, une exposition consacrée à Elsa ; de participer au "Grand débat sur l'Ecole" ; d'interroger les "100 ans d'Humanité" ; de retrouver la "Mémoire de la poche de Saint-Nazaire" ; d'interpeller "Alors, Monsieur Marx, comment ça va" ? ; de revisiter les littératures pacifistes ; de réfléchir au phénomène "tourisme éthique" ; d'accueillir un (des) romancier(s) ; etc. Sans oublier de participer aux diverses initiatives qui marqueront tout au long de l'année 2004, la célébration du Centenaire de l'Huma, en nous déplaçant également à Saint-Nazaire et à la Roche-sur-Yon.

NLA : Car au final, c'est bien du rayonnement du journal qu'il s'agit ?

JPL : En effet, ce journal qui n'est pas du tout comme les autres, a des lecteurs qui ne sont pas tout à fait comme les autres. Inscrit dans la vie politique, sociale et culturelle, il fait partie intégrante de l'identité française. Jaurès, puis ses successeurs en tracèrent ainsi la vocation : il serait socialiste, pacifiste, patriote et internationaliste, culturel, puis antifasciste, anticolonialiste, en un mot : HUMANISTE. Sa très longue histoire au service du pluralisme et de la démocratie en fait un des titres les plus emblématiques de la presse nationale. Aujourd'hui, seul quotidien national d'opinion progressiste, il reste le carrefour des émotions, des révoltes, des luttes et des utopies transformatrices. Cela vaut bien la peine de se bouger pour qu'il en reste l'acteur et le témoin !


Vous avez dit emplois ?

La situation de l'emploi dans la région du castelbriantais n'en finit pas de se dégrader. C'est ainsi que ce secteur du nord du département voit régulièrement sa population diminuée. Aujourd'hui, le taux de chômage talonne les 8% de la population active.

Les annonces récentes effectuées dans de grandes entreprises de ce secteur laissent craindre le pire. C'est ainsi que les fonderies Focast, l'entreprise Novemal qui produit des bouchons de plastique, Atlas à Issé, ou encore Unit à Derval annoncent

de nouvelles suppressions d'emplois voire à terme, le risque de disparition de site de production.

Pendant ce temps là, les pouvoirs publics par le Sous-Préfet de Châteaubriant provoquent des réunions pour informer les salariés des mesures existantes au niveau de l'ANPE, de L'AFPA, ou encore des ASSE-DIC.

Rien par contre de la part de ces mêmes pouvoirs publics sur d'éventuelles mesures pour sauver les emplois existants, pour donner à la région castelbriantaise un nouvel essor économique auquel toute une région aspire. Rien non plus pour demander des comptes au patronat local sur l'utilisation des financements publics qui pour certains ont été pour le moins importants.

Le Sous-Préfet va même jusqu'à demander aux représentants du personnel, voire leur intime l'ordre de ne pas divulguer de dossiers hors ces réunions... Appréciations là, la responsabilité dont fait preuve le haut fonctionnaire de l'état en poste à Châteaubriant et son souci de ne pas faire de vague dans une région de plus en plus sinistrée par des politiques économiques qui vivent plus la financiarisation que l'emploi.



SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE

Patrick LE ROGNON

24 H sur 24
7 jours sur 7

02 40 01 86 88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité
- Convention retraités C.G.T.

SAINT-NAZAIRE et sa région

5, place F-Blanco - 02 40 01 86 88



L'hommage de Châteaubriant

Venus du département, de la région parisienne ou de Bretagne, ils et elles étaient nombreux à se recueillir dans la carrière de la Sablière à Châteaubriant pour le 62ème anniversaire des Fusillades en ce dimanche d'octobre où le soleil n'avait pas voulu s'inviter.

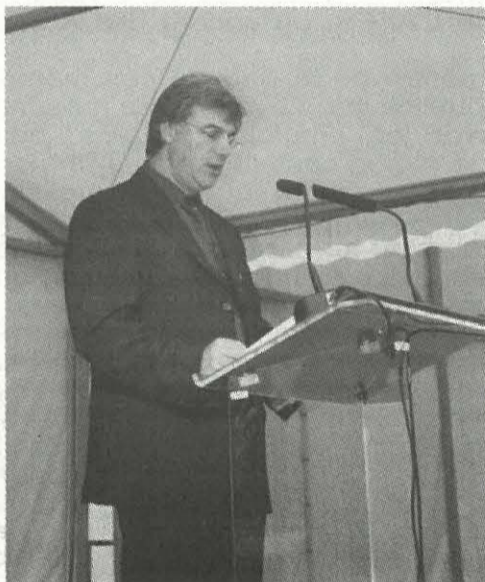
Les jeunes écoliers de la ville, portant des ballons multicolores venaient de terminer le chemin qui fut le dernier des martyrs tandis que la foule respectueuse se dirigeait vers l'entrée de la carrière. De nombreuses gerbes de fleurs témoignaient du respect des syndicats, des organisations du Parti Communiste, des municipalités et de diverses personnalités.

L'armée par sa présence dans la carrière donnait à la cérémonie le sens profond du témoignage de la France au martyr des 27 fusillés, renforcé par la présence du Secrétaire d'état aux anciens combattants.

L'innovation de la partie artistique, malheureusement interrompue par la pluie, fut particulièrement appréciée par le bon millier de participants. L'arrivée de figurants illustrant l'exode des populations devant l'invasion nazie, rappelait à tous ceux qui ont connu cette triste période de l'histoire et laissait aux plus jeunes générations, l'image d'un peuple écrasé et déraciné qui décidait comme l'évocation le rappela de combattre l'ennemi et d'agir pour sa liberté.

62 ans après, cette commémoration est l'exemple même de l'entretien de la mémoire, du souvenir, pour que cela ne se reproduise plus.

Patrick LE HYARIC : Emotion et espoir



Patrick LE HYARIC au nom du Parti communiste a, tout d'abord, tenu à rappeler l'importance d'entretenir le souvenir, en ces termes : **"En participant avec vous, à cette cérémonie pour entretenir la flamme du souvenir de ces camarades qui s'étaient levés contre la barbarie, je ressens un profond sentiment de responsabilité pour l'avenir : celui de transmettre à la jeunesse et aux nouvelles générations, la connaissance des valeurs humanistes, du courage et de la dignité, que ces 27 combattants de la liberté ont porté et chanté jusqu'au bout, face à leurs bourreaux."** Puis après avoir rappelé le supplice des 27 otages, leur engagement et leur courage, l'orateur a rapproché par le propos, la page d'histoire que représentent les fusillades d'octobre 1941 avec la situation présente en déclarant : **"Nous le savons tous, l'extrême droite se nourrit du terreau des souffrances et du dénuement. Elle tire sa puissance des discours des gouvernants sur leur prétendue impuissance face aux événements, sur la négation de la souveraineté populaire et de la démocratie directe. Prenons garde, car ici, en France et dans le monde, se rallument les feux meurtriers des extrémismes, du nationalisme, du racisme et de l'antisémitisme. A l'heure où l'Europe élargit ses frontières, n'oublions pas ce que nous devons à toutes celles et tous ceux qui sont tombés pour que la France soit libre et démocratique, pour que l'Europe soit débarrassée de la guerre, du fascisme et du nazisme"**.

Pour une Europe active pour la paix et la sécurité dans le monde Reprenant la parole de l'un des fusillés, le Docteur Ténine **"Mon dernier vœu est un vœu d'union, d'amour dans mon malheureux pays au sein d'une Europe pacifiée, dans un monde nouveau"**, Patrick LE HYARIC revient sur cette réflexion en ces termes : **"Ce vœu d'une Europe pacifiée, moderne, ne se réalisera qu'à condition d'être l'œuvre des peuples eux-mêmes, qu'à condition que les pays européens portent ensemble de grands projets communs, créateurs d'emplois. Que l'Europe soit active pour la paix et la sécurité dans le monde. Or aujourd'hui, on veut imposer une Constitution européenne qui consacrerait un espace européen géré uniquement par les lois du capitalisme le plus brutal"**.

L'Homme a toute sa place dans la société

Le responsable communiste pose ensuite la question de la place de l'homme dans la société, en déclarant : **"Alors que les richesses de la planète permettraient un nouvel âge de l'humanité pour toutes et tous, les peuples n'ont jamais autant souffert du poids des injustices, des discriminations, de la misère, du dénuement, de l'exploitation et des menaces sur l'environnement. Il faut changer radicalement de logique en prenant les choses à la racine. C'est la réponse aux besoins et aux aspirations des êtres humains qui devrait guider toute politique et non la loi de l'argent et la loi du plus fort."**

Faire vivre les idéaux des 27, c'est agir contre la guerre et pour la paix au moment où les Etats-Unis s'érigent en puissance impérialiste au mépris des organisations internationales issues de la seconde guerre mondiale, pour s'implanter en Irak ou en Afghanistan au mépris de la souveraineté de ces peuples.

Faire vivre aujourd'hui les idéaux des 27, c'est reconnaître au peuple palestinien, le droit d'avoir une terre, une patrie de telle sorte qu'il puisse vivre, avec le peuple israélien, en paix, en sécurité et en bonne harmonie.

Faire vivre les idéaux des 27, c'est s'opposer à la mise à bas de toutes les avancées sociales permises par le programme du Conseil national de la Résistance.

Faire vivre les acquis de la Libération

Comment peut-on expliquer qu'au lendemain de la Libération, dans ce pays détruit par la guerre, il a été possible de mettre en place la sécurité sociale, le statut de la fonction publique, de mettre sur pied de grands services publics, d'impulser une grande politique industrielle, qu'il faudrait démolir 60 ans après dans un pays devenu riche, devenu la 4ème puissance mondiale ?

Comment accepter une société où la réponse aux besoins de santé, d'emploi, de logement, d'éducation, ne sont plus des droits garantis par la collectivité mais à la charge des individus selon leurs moyens financiers ?

En conclusion, il se tourne vers l'avenir : **"L'ardent souvenir de ceux qui périrent en ces lieux nous tourne vers l'avenir. Le travail de mémoire indispensable, fait souffler l'esprit de résistance. Cet esprit d'une grande modernité."**

En effet, il n'y a rien de plus moderne que l'esprit et le combat de ceux qui refusent l'inacceptable. Celles et ceux qui agissent pour faire reculer la barbarie, celles et ceux qui refusent la pauvreté, la haine de l'autre, les dominations que subissent les femmes, celles et ceux qui agissent pour le partage des savoirs et de la culture.

Il n'y a rien de plus moderne que de s'engager, de participer à l'action unie pour une France moderne, forte de ses services publics s'engageant à éradiquer le chômage, à assurer un avenir à chaque jeune dans une France et une Europe porteuses de progrès social pour toutes et tous, pour un monde de justice, de liberté et de paix. Un monde où enfin les richesses, les savoirs et les pouvoirs seraient partagés. Rien de plus moderne que de faire triompher l'humain sur l'inhumain."

Lors de l'évocation, Odette NILES, Présidente de l'Amicale Châteaubriant qui présidait la cérémonie, a rappelé le sens du martyr des fusillés déclarant qu'ils étaient porteurs aussi d'un message de paix, de justice, de liberté que l'on retrouva ensuite dans le programme du Conseil national de la Résistance prévoyant l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale. Au nom de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants, Raymond SAULNIER se déclarait digne des martyrs. Œuvrer partout et toujours pour la défense des droits de l'homme, c'est combattre la misère et l'ignorance, c'est s'unir et agir pour la défense de la liberté, du progrès et de la paix devait-il déclarer avant de revenir sur les acquis du Conseil national de la Résistance en relevant que le volet social contenait, en germe, toutes les avancées du demi siècle dernier qui tentent à d'être aujourd'hui remises en cause les unes après les autres. C'est devant il conclure, continuer à soixante ans d'intervalle le combat des mêmes contre les mêmes.

Châteaubriant 2003



Les commémorations du 62^{ème} Anniversaire des Fusillades de Nantes et de Châteaubriant en quelques clichés.

- Photo du haut : Les enfants des écoles de Châteaubriant ont refait le chemin des otages dans les rues de la ville avant d'arriver à la carrière lieu du supplice.

- 2ème photo : Une foule émue et recueillie malgré le mauvais temps, s'était rassemblée dans la carrière.

- 3ème photo : Hommage de la patrie aux 27 fusillés avec la musique militaire devant la stèle.

- 4ème photo : Avec leurs 3 ballons tricolores les enfants des écoles rendent hommage à chacun des fusillés.

Forum des luttes

En décidant d'organiser un forum des luttes, le " collectif Saint-Nazaire en lutte " issu des mouvements du printemps, avait comme but de poursuivre ce qui avait été engagé dans l'action en mai/juin dernier. Cette initiative soutenue par l'intersyndicale CGT éducation, FSU, UNSA a tenu durant 2 jours une série de débats, projection de films...

Dès la prise de décision de tenir ce forum, les enseignants communistes de la ville ont formulé la demande d'être présent avec un stand PCF et un stand du journal l'Humanité.

En formulant cette demande, les Communistes posaient la question du débouché politique des luttes et exprimaient leur désir de retrouver par ce forum, un lieu de confrontation entre le mouvement social et les partis politiques. Il est regrettable que cette démarche n'ait pu aboutir car elle a privé ce forum d'une partie de ce qu'aurait dû d'être sa raison d'être, à savoir : comment construire une véritable alternative à la politique actuelle ? Ce refus décidé par une majorité des membres du collectif Saint-Nazaire en lutte, n'est malheureusement pas qu'une question de défiance ou de méfiance envers les partis politiques; d'ailleurs une grande partie de ses membres sont engagés politiquement, mais relève plus d'une volonté d'écarter l'expression politique du débat sur les questions du débouché politique aux luttes sociales.

Malgré tout cela, les Communistes de Saint-Nazaire ont activement participé à la préparation de ce forum et contribué à son succès.

Pour les Communistes, ce type d'initiative est indispensable dans la période actuelle pour construire des contenus transformateurs qui ne peuvent être que le résultat de confrontation et d'une mise en débat des propositions issues du mouvement syndical, associatif, altermondialiste et politique.

Notre Dame des Landes

Dès l'annonce au Journal Officiel, de la décision de réaliser l'Aéroport à Notre-Dame-des-Landes, Gilles BONTEMPS, Conseiller régional et membre du Syndicat mixte, faisait la déclaration suivante : " Je viens de prendre connaissance, par le Journal Officiel en date du 11 octobre, de la décision positive donnée par le Ministre de l'Equipement, des Transports, du Logement et du Tourisme, pour l'Aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

L'article 1 de cet arrêté précise que : " Le projet de création d'un aéroport pour le Grand Ouest sur le site de Notre-Dame-des-Landes ainsi que ses impacts sont mis à l'étude en vue de les soumettre aux enquêtes publiques préalables à sa réalisation "

Je me félicite de cette décision. C'est une bonne nouvelle pour les populations des régions concernées et particulièrement des Pays de la Loire et de Bretagne.

C'est aussi une bonne nouvelle pour les habitants de l'agglomération nantaise qui, sans laquelle, auraient dû subir du fait de l'emplacement actuel de l'aéroport, des nuisances en très forte augmentation, bien au-delà de la saturation de l'aérogare et en même temps, la remise en cause de projets urbanistiques importants liés à la loi S.R.U. au cœur de l'agglomération.

C'est enfin une bonne nouvelle pour le développement économique, social, culturel et scientifique du département.

Je note enfin que l'article 2 de l'arrêté du J.O. concernant les conditions de la poursuite du projet, a pris en compte des éléments importants issus du débat public, ce qui est une bonne chose.

Il reste maintenant à s'assurer des conditions financières de cette réalisation et à faire prendre en compte, sans attendre, l'importance des dessertes routières et ferroviaires (Nantes - Notre-Dame-des-Landes - Rennes pour le fer) indispensables à l'efficacité du futur aéroport et à sa qualité environnementale.

Enfin, il s'agit de faire en sorte que l'ensemble des acteurs intéressés (population comprise) soit informé au fur et à mesure de l'évolution du projet. "



**En juin
Les jours plus loin**



RENAULT

**Reprise Argus +
ou remise
1300 €**

Offre de remise ou de reprise Argus (conditions générales Argus diminuées des charges professionnelles et des avantages hors de remise à l'usage standard) non cumulable, réservée aux particuliers du 2 au 30 juin 2003 pour l'achat d'une Renault Clio neuve.

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380, Route de la Côte d'Amour - Océanis
02 40 17 20 20
ET SON RESEAU D'AGENTS



Les finances du Parti : faisons le point



L'actualité de ces dernières semaines, avec le procès d'Alain Juppé, a une nouvelle fois placé la question du financement des partis politiques sur le devant de la scène. Nous sommes allés à la rencontre du Trésorier de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, Hubert DELAHAIE, pour en savoir plus sur la situation des finances de son organisation et lui avons posé 3 questions.

NLA : Après l'échec du 21 Avril et ses répercussions politiques et financières (il fallait payer la campagne de Robert Hue) où en sommes-nous ?

Hubert DELAHAIE : Nous avons vécu à la fois, une situation très difficile et un grand moment de sympathie et de solidarité autour du Parti Communiste. Des dizaines milliers de personnes, venant d'horizons très divers, nous ont apporté leur soutien financier, témoignant ainsi de leur souhait de voir le Parti Communiste continuer à jouer un rôle politique important dans notre pays. Au plan national, nous avons collecté après le 21 avril, 3 178 813 €. En Loire-Atlantique, nous avons recueilli 99 738 €. C'est considérable. C'est une donnée politique de première importance : l'influence et le rayonnement communistes vont bien au-delà de nos scores électoraux actuels.

NLA : La situation financière du Parti Communiste est donc plus saine aujourd'hui ?

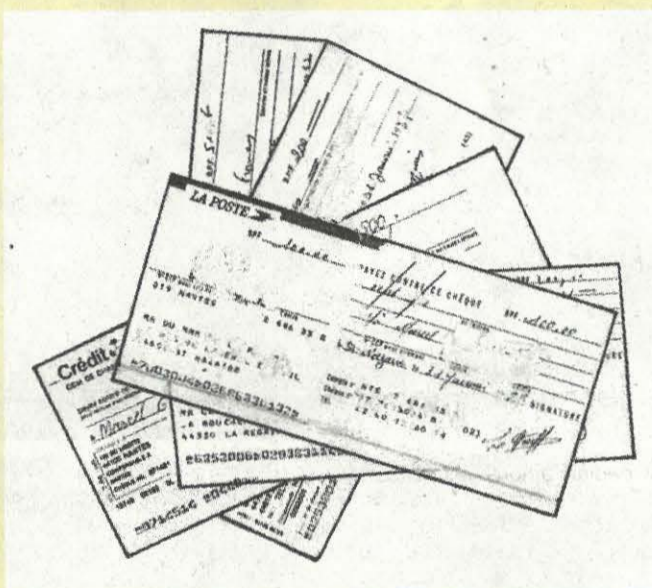
H.B : Non ! On ne peut pas dire cela. Au plan national, nous avons perdu après les élections, une part importante de financement public. Moins d'électeurs et moins de députés, c'est moins de finances. Nous avons perdu 2 650 951 € de financement public. Or, pour avoir rayonnement national, il faut de l'argent.

Notre Fédération parviendra en 2003 à éponger les dettes des élections législatives (une seule circonscription a donné lieu à remboursement). Notons que nos élus, en reversant leurs indemnités, concourent efficacement à notre toute relative situation financière équilibrée.

Et puis, il va falloir financer les échéances électorales de 2004 : cantonales, régionales, européennes...

NLA : Quelles sont les dispositions qui sont prises pour faire face ?

H.B : Essentiellement pour les deux mois à venir, la relance de la souscription. C'est une urgence. Pour les besoins du Comité national, nous devons recueillir 1 372 000 €, avant fin décembre. Pour la Fédération, nous devons recueillir 72 500 €. Nous en sommes actuellement à 20 150 €. Nous allons donc nous adresser à tous les souscripteurs de l'an dernier par courrier pour les remercier, leur faire part de notre situation et les solliciter à nouveau. Cette démarche, si elle est relayée au niveau de nos sections et cellules peut nous permettre de recueillir des dizaines de milliers d'euros. C'est possible !



A quoi servent mes versements ?

Dans les manifestations pour la défense de nos retraites, les Communistes ont distribué un tract 4 pages qui a été très bien accueilli : coût : 70 000 €. La page sur la Constitution européenne qui officialise le libéralisme : 40 000 €. Les affiches et tracts de rentrée en septembre : coût : 100 000 €.

Réduction d'impôts pour le financement des partis politiques : de nouvelles dispositions.

Pour la déclaration d'impôts sur le revenu 2002, la règle était que les sommes versées pour financer un parti politique étaient déduites du montant de l'impôt à payer à hauteur 50% et ne pouvaient dépasser 10 % du revenu imposable. Pour la déclaration 2003 (celle que l'on fera au début de 2004), la règle sera que vous bénéficierez d'une réduction de 60 % des sommes versées et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Exemple : Si vous versez 100 €, vous aurez une réduction d'impôts de 60 € ... Faites vos comptes ! Si vous versez 100 €, vous n'aurez versé en réalité que 40 €.

Souscription PCF :

JE VERSE

Nom :

Prénom :

Adresse :

Montant :

J'accepte que mon nom soit publié dans les Nouvelles de LA. Oui / Non.

Adresser vos versements à : Fédération du PCF, rue des Olivettes 44000 NANTES en joignant cet encart.

CONGRES ANECR... STUDIOUX !



Ci-contre, des délégués de notre département rencontrent à Marseille le Directeur du "Centre d'Information de Documentation, d'Etude et de Formation des Elus" (CIDEFE).
Mieux connaître pour mieux agir aux cotés et avec nos concitoyens... une préoccupation permanente... un droit à mieux exploiter encore dans les municipalités.

C'est un avis partagé par les délégués en photo où l'on reconnaît Claude Constant, Adjoint au Maire de Nantes, Josette Boursicot, Conseillère sub-déléguée à la Chapelle sur Erdre et Michel Lucas, Adjoint au Maire de Couëron.

L'Eglise rénovée de Saint-Joachim.

Ce bien commun forme une richesse culturelle, historique et touristique et permet aujourd'hui à tous ceux qui s'y recueillent et le visitent de s'intéresser à une partie de l'histoire des Briérons.

Le clocher qui s'élançait aujourd'hui d'une des sept îles, témoigne de notre civilisation et de notre mode d'occupation de l'espace.

Le Maire de la capitale de la Brière, Marc Justy et l'ensemble des Elus ont considéré que ce patrimoine communal méritait bien 1 549 640 ht d'€ soit (10 164 970 de F ht) pour assurer sa rénovation et une valorisation de "ce noble édifice de pierre, d'ardoise et né du désir des hommes de croire au mystère divin".

A l'occasion de l'inauguration, Marc Justy dédiait à tous les acteurs de cette rénovation cette expression de Saint-Exupéry : "Si tu veux unir les hommes, forme-les à bâtir ensemble et tu les changeras en frères".



Photo Municipalité de Saint Joachim

**Octobre 2003 - Communauté Urbaine de Nantes
L'augmentation du versement transport reste nécessaire !**

Depuis des années, les élu(e)s communistes du District puis de la Communauté Urbaine de Nantes exigent que le taux du Versement Transport soit fixé au niveau le plus haut que permet la loi. (VT destiné à couvrir les dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports collectifs).

Lors du Conseil de juin 2003, ils se sont abstenus lors de la délibération fixant le taux du Versement Transport à 1,75%



Certes, ce taux de 1,63% inchangé depuis 10 ans passait à 1,75% ; mais cette évolution était insuffisante au regard de la politique ambitieuse de transport en commun que nous nous sommes fixée dans notre agglomération, politique qui répond aux besoins tant des usagers que des entreprises.

Le taux maximum de 1,80% aurait permis un gain non négligeable de près de 7 millions d'euros pour l'année 2003.
Les déplacements

urbains représentent plus de 35% de notre programmation pluriannuelle de l'action communautaire et sont à rapprocher des 21% de recettes pour le Versement Transport au regard de la structure totale des recettes 2003.

d'exploitation nécessiteront une augmentation de la tarification faite aux usagers.

Les élus communistes ne s'y résolvent pas et poursuivent l'action pour que les entreprises contribuent au financement des transports collectifs à hauteur du taux maximum fixé par la loi.

Quand la Chambre de Commerce et d'Industrie se plaint de l'augmentation du Versement Transport qui pénalisera les entreprises mais

Il existe certes un moyen de compenser cette perte en recettes : celle d'augmenter le produit de la fiscalité locale, c'est-à-dire la Taxe Professionnelle. Mais, le Conseil Communautaire, ce que regrette le groupe communiste, a fait le choix, en février dernier, de ne pas relever ce taux. Il l'a d'ailleurs confirmé lors du débat d'orientation budgétaire pour 2004, considérant le taux du VT et de la TP comme immuables.

Si nous ne baissions pas la barre de nos objectifs, les besoins

se félicite de l'accélération donnée aux nouveaux franchissements de la Loire, n'y a-t-il pas une exigence de retour sur investissement à avoir ? D'autant que les choix du gouvernement ont permis de larges réductions des charges pour ces entreprises (par ex. la réforme de la Taxe Professionnelle permet de 1999 à 2002, un abattement annuel de près de 11 millions d'euros sur le territoire de la Communauté Urbaine pour les entreprises).

A suivre...

PORTRAIT : Roseline Percevault

Adjointe au Maire à Saint-Herblain : 45.000 habitants - Agglomération nantaise.

Joël CORPARD : "Roseline, tu fais partie des élu(e)s qui entretiennent des relations très régulières avec les habitants dans les quartiers. Pourquoi cette démarche ?"

Roseline PERCEVAULT : "Les habitants des quartiers vivent la politique municipale dans leur vie de tous les jours. C'est pourquoi, je crois qu'il est primordial comme démarche pour un élu de réfléchir et d'agir avec les habitants afin d'en amener le maximum à être force de propositions".

J.C. : "Penses-tu que cela puisse aider à rapprocher les citoyens de la politique ?"

R.P. : "Evidemment, les citoyens doivent prendre toute leur place dans la vie politique, et il faut leur en donner les moyens. D'où la mise en place de Conseils Consultatifs de Quartier sur Saint-Herblain lors de laquelle les élus communistes ont pris une place importante. La démocratie participative est un plus pour la vie municipale dans le choix des décisions à prendre".

J.C. : "Est-ce si facile de faire participer la population ?"

R.P. : "Non. Lors de la mise en place de ces

C.C.Q., les citoyens des quartiers dits "défavorisés" sont généralement peu nombreux, et pourtant, c'est dans ces quartiers populaires qu'une véritable politique sociale doit se réaliser. L'apport et l'appui des citoyens vivant sur ces quartiers sont indispensables car nous sommes souvent loin de leurs préoccupations quotidiennes."



J.C. : "Etre, comme toi, une élue proche du terrain demande beaucoup d'investissement personnel ?"

R.P. : "C'est vrai que d'être militante et élue communiste demande beaucoup de soi, particulièrement en tant que femme et salariée. Mais notre grande richesse, c'est de le faire par pure conviction politique. J'aime à répéter que nous, les élu(e)s communistes, nous reversons nos indemnités au PCF et, avec des revenus modestes, ce n'est pas toujours simple (par ex : le véhicule qu'il faut partager avec le conjoint malgré les nombreuses réunions, le téléphone qu'il faut savoir gérer, etc.)".

J.C. : "Quels sont tes moments d'évasion ?"

R.P. : "Partir une journée ou un week-end au bord de la mer, hiver comme été, me ressource et me donne du courage. Je pense qu'il me serait pénible d'habiter une ville qui serait loin de l'océan".

Brèves



Chantiers de l'Atlantique

Jean-Louis Le Corre, Conseiller général de Montoir et Maire de Trignac, interpelle le Premier Ministre.

Il fait part de son étonnement et de sa révolte lorsqu'il apprend que 8 porte-conteneurs, nouvelle génération, commandés par l'armateur marseillais CGA/CGM seront construits en Corée avec l'accord du Ministre des Finances, Francis MER.

Il lui demande d'intervenir auprès de l'armateur marseillais pour que ces commandes soient affectées aux Chantiers de l'Atlantique.

Missillac :

Comment le Conseil Municipal fuit le débat sur les retraites !

Michel Guillet et Ginette Avril, élus de l'opposition municipale, ont présenté au Conseil municipal de juin un vœu sur la réforme des retraites.

Pour éviter le débat de fond, ce vœu d'introduction au Conseil municipal de juin 2003 s'est retrouvé en question diverse.

Vers minuit, des élus de la majorité "apolitique" pressée d'en finir, ont indiqué qu'ils "ne pouvaient pas affirmer leur conviction dans le cadre du Conseil" mais n'ont pas manqué d'affirmer que le mouvement social en cours, pénalisait d'abord leurs enfants.

La politique du Gouvernement Raffarin pénalisera la retraite de leurs enfants et des générations futures. Michel Guillet et Ginette Avril ont décidé d'informer la population.

Ça se passe chez nous

Retour de manivelle

Quand au printemps dernier, Chèreque au nom de la CFDT décidait de signer l'accord proposé par le gouvernement sur les retraites. L'ensemble du monde syndical et les salariés en action s'étaient insurgés contre cette position de recul social. De nombreux salariés qui étaient adhérents à la CFDT ou leur faisaient confiance lors des élections professionnelles, s'étaient retrouvés déboussoler sans comprendre ni accepter et décidaient de continuer l'action aux côtés des autres travailleurs.

Depuis cette date, des remous importants se font jour au sein de l'organisation syndicale cédétiste, qui malgré les tentatives d'apaisement de ses dirigeants n'en finit pas de connaître des départs individuels et collectifs. C'est ainsi à l'exemple de l'union départementale de la Haute Loire (1ère organisation syndicale de ce département) de nombreux syndicats décident de quitter leur confédération. Dans notre département, chez les cheminots, dans les transports, dans les services publics pour ne citer que quelques professions, le débat est très important, des décisions de rejoindre collectivement d'autres organisations et notamment la CGT sont prises. Les dernières élections professionnelles dans le secteur de la santé voient la CFDT, qui était la première organisation syndicale dans notre département, enregistrer un très sérieux revers et se retrouve à Saint-Nazaire en 3ème position. De prochaines échéances électorales importantes se profilent dans notre département, nous reviendrons bien évidemment sur ce dossier dans nos prochaines éditions.

La faculté de Droit et des Sciences politiques de Nantes vous propose...

Autour de l'exposition TERRA

(réalisée à partir de photos Salgado sur le Mouvement des Sans Terre brésilien et présentée dans le hall de la faculté à partir du 21 octobre 2003)

Un cycle de trois conférences débat

Les paysanneries du Sud et nous...

Jeudi 30 octobre à 18 h (amphi D)

Quelles perspectives pour le mouvement des Sans Terre au Brésil depuis l'élection de Lula?

Avec la participation de :

- Horacio Martins de Carvalho, ingénieur agronome, expert-consultant pour le MST
- Jean-Yves Martin, géographe, auteur d'une thèse et d'un ouvrage sur le MST
- Jean-Luc Pelletier, membre de Frères des Hommes Nantes.

Mardi 18 novembre à 18 h (amphi D)

Familles paysannes face à la violence en Colombie : que pouvons-nous faire ?

- Une expérience d'accueil des enfants des familles déplacées, par Sol'enfance, Association française pour l'enfance colombienne, avec la participation de Deisy Hernandez, directrice du centre d'accueil à Bogotta.
- Une expérience d'accompagnement de communautés paysannes réinstallées, par le "groupe Colombie" du Centre International de culture paysanne et rurale avec René Bourrigaud, maître de conférences à la Faculté de Droit

Vendredi 21 novembre à 18 h (amphi C)

Pour le Commerce équitable

- Vers un équilibre des échanges Nord-Sud - l'expérience de la labellisation Max Havelaar par Jean-Pierre Doussin, membre du bureau Max Havelaar France et président de NAPCE (Nantes action pour le Commerce équitable)
- L'expérience Artisans du Monde

Pas d'embauche

C'est ce qu'a déclaré Luc Ferry le Ministre de l'Education à propos de l'enseignement supérieur. Cela équivaudrait selon lui à une " politique d'affichage " que d'embaucher des enseignants alors que le nombre d'étudiants progresse. Notre Ministre nous avait habitué à moins de réserve...

Salaire au mérite

Jean-Paul Delevoye a lancé sa réforme en introduisant le salaire individualisé pour les hauts cadres de la fonction publique (en attendant selon toute vraisemblance son extension à toute la fonction publique). Un magistrat sera-t-il rémunéré demain en fonction des peines prononcées, un recteur d'académie sera-t-il augmenté en fin de mois en fonction du nombre de grévistes sur sa circonscription ?... danger, danger !

Parité

Le marché du travail n'est vraiment pas le berceau de la parité hommes/femmes à en croire le rapport annuel de la délégation parlementaire aux droits de la femme qui révèle que l'écart salarial entre les deux sexes est de 24%. Les patrons seraient mieux inspirés de faire le ménage chez eux plutôt que de vouloir donner des leçons de morale à tout le monde...

Propres sur eux

Matignon a décidé de donner à ses ministres une image du style de celle d'Epinal si l'on en croit l'AFP qui relate que les médias doivent retenir des ministres des hommes " bon père de famille ", " pragmatique et proche ", " lucide et courageux ". Est-ce cela qui fera passer la pilule de la politique que mène l'équipe de Raffarin... certainement pas.

La grande braderie continue.

Le Sénat vient de voter en première lecture la possibilité à l'état de vendre une partie du capital qu'il détient à France Télécom. C'est ainsi que l'état aujourd'hui encore détenteur de 58,7 % des parts, deviendra rapidement minoritaire. De nouvelles affaires en perspective pour les financiers et les requins de la bourse sur le dos des Français.

Abonnez-vous
aux nouvelles

**10 euros
pour l'année**

Vous recevrez les nouvelles, vous apprécierez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 Nantes

